

[Text]

could comment on how you perceive the changes affecting the communities where your people live.

Mr. Dumoulin: First of all, you mentioned that the construction workers will be affected most. That is what we are saying. It is a fact of life that they will be affected most. If we had a full employment program, they would not be affected as much as we feel they will be.

As was mentioned before, construction work is not year-round work. You are working when there is work and you are working wherever the work is. So it will affect the community strongly if you have a smaller income, if you do not have the unemployment insurance you used to have. If you need to have more weeks to qualify, you might face a situation where some construction workers will have to go on welfare because they do not have any income at all. These are the types of situations we could be facing within the construction industry by deciding there is a need for more weeks to qualify. This is a very, very important issue for the construction workers.

Mr. Robichaud: Perhaps I might add something. Unlike, let us say, an automobile plant in Oshawa or a big manufacturing plant where a high rate of unemployment will affect that specific community but maybe not the rest of the country, construction workers are spread out in every community in this country, from the smallest place to the largest city. Obviously the impact will not be just on the one community; it will be spread around the whole country in small- and medium-sized cities all over the place.

Mr. Fisher: That is a good point. You mentioned that really what we need—and I certainly agree with you—is a program of full employment rather than something that tries to put a band-aid on lack of employment. Often groups who make that suggestion are accused of not having any alternatives.

You mentioned job creation. I assume you have some ideas. Could we hear them? It is a big subject and we do not have a lot of time, but could you tell us in two or three minutes?

- 0955

Mr. Dumoulin: Yes, it is quite a subject. I do not think we have much time to talk about this, but it is government policy to make sure that we have full employment. It has always been said when construction goes, everything goes.

[Translation]

détourner de l'argent qui aurait été par ailleurs dépensé en nourriture et en logement, et que la perte qui en découlera sera durement ressentie également au niveau des localités. Pouvez-vous m'expliquer comment vous voyez les effets qu'auront ces changements sur les localités où vivent les gens que vous représentez?

M. Dumoulin: Premièrement, vous avez dit que les travailleurs de la construction seraient les plus touchés. C'est ce que nous disons. C'est la réalité: ils seront les plus touchés. S'il existait un programme de plein emploi, ils ne seraient pas touchés si durement que ce que nous prévoyons.

Comme on l'a déjà dit, le travail ne dure pas toute l'année dans le domaine de la construction. Les gens travaillent lorsqu'il y a du travail et le font là où il y en a. Ainsi, les localités seront durement touchées si les travailleurs ont un revenu moindre et si leurs prestations d'assurance-chômage ne sont plus ce qu'elles étaient. S'il faut un plus grand nombre de semaines d'admissibilité, on pourrait se retrouver devant une situation où certains travailleurs de la construction devront devenir des assistés sociaux parce qu'ils n'ont plus de revenu du tout. Voilà le genre de situation devant laquelle nous pourrions nous trouver dans le secteur de la construction si on décide qu'il est nécessaire d'augmenter la durée de la période de référence. Il s'agit d'une question d'une extrême importance pour les travailleurs de la construction.

M. Robichaud: Je voudrais ajouter quelque chose. Contrairement à ce qui se passe, disons dans le cas d'une usine d'automobiles à Oshawa ou d'une grande usine où un taux élevé de chômage pourrait toucher une localité donnée sans nécessairement se propager dans l'ensemble du pays, dans le secteur de la construction, les travailleurs sont répartis dans toutes les localités du pays, du plus petit village à la plus grande ville. Ainsi, de toute évidence, les répercussions ne seront pas circonscrites à une seule localité: elles seront réparties d'un bout à l'autre du pays, dans toutes les villes de petite et de moyenne importance.

M. Fisher: Cette observation est fort valable. Vous avez dit que ce qu'il nous faudrait vraiment—et je suis certainement d'accord avec vous—c'est un programme de plein emploi plutôt qu'une solution à courte vue au problème de l'insuffisance de l'emploi. On accuse souvent les groupes qui font des propositions de ne pas avoir de solutions de rechange.

Vous avez parlé de la création d'emplois. J'imagine bien que vous avez des idées là-dessus. Pourriez-vous nous les exposer? C'est un sujet plutôt vaste et il nous reste peu de temps, mais pourriez-vous nous en dire quelques mots en deux ou trois minutes?

M. Dumoulin: En effet, c'est un sujet d'envergure. Nous n'avons pas beaucoup de temps pour en parler, mais il existe une politique gouvernementale qui nous garantit le plein emploi. On dit toujours, par ailleurs, que lorsque le bâtiment va, tout va.